

geants croient encore que leur propre identité peut supplanter celle du Canada sur la scène internationale. Déjà, la politique étrangère du pays tient compte amplement des efforts énergiques que les provinces déploient pour s'attribuer des compétences et défendre leurs intérêts, et ces précédents pourraient bien s'appliquer à d'autres domaines.

En tant qu'individus, les habitants du pays semblent apprécier les privilèges allant de pair avec la citoyenneté (ils détiennent le passeport le plus convoité qui soit), l'identité et la réputation canadiennes dans le monde. Les dirigeants politiques, à tous les niveaux, présentent également les avantages que présentent l'action collective et le pouvoir de négociation pancanadiens, même si le jeu politique les oblige parfois à protester vivement lorsque leurs propres priorités doivent être compromises.

Dans les systèmes fédéraux,<sup>13</sup> l'expérience permet de définir une variété de possibilités en matière de gestion de la politique étrangère, quoique dans tous les cas, on considère que le gouvernement central d'une fédération doit avoir la primauté dans ce domaine (si cet État veut assurer sa viabilité). Si les États membres d'une fédération participent, de quelque façon que ce soit, à l'élaboration de la politique étrangère, leurs activités doivent s'harmoniser.

Aujourd'hui, la présence du Canada dans le monde est plutôt décentralisée, le gouvernement du Québec et d'autres provinces jouant un rôle international d'envergure dans certains domaines, aux côtés du gouvernement fédéral. Toutefois, cette réalité ne diminue pas, pour le moment, l'importance ou les réalisations du Canada à l'échelle internationale, car les activités de tous les gouvernements du pays sont liées entre elles en un tout homogène qui représente bien, en général, les intérêts nombreux et variés du pays à l'étranger. Récemment, par exemple, dans des énoncés de politique, le gouvernement du Québec a laissé entendre que, malgré ses multiples opérations à l'étranger et la grande importance qu'il accorde à une participation directe aux affaires internationales, ses entreprises sont menées parallèlement à celles d'Ottawa, et non à l'opposé.

Aux Nations Unies, à l'OTAN, dans d'autres organisations multilatérales et dans ses rapports bilatéraux, le Canada est considéré comme un État bien structuré et efficace, bien que plutôt complexe. Le monde voit le Canada comme une unité politique, représentée principalement par ses ambassadeurs nationaux et les équipes de travail qui relèvent d'eux. Des représentants des gouvernements provinciaux, de l'industrie ou de groupes de pression peuvent être membres de délégations canadiennes, mais